

lonial a voulu suivre cette coutume, et ses contrats, à l'heure qu'il est, énoncent expressément les règles qui régissent la fonction de ses employés aux divers postes du service. L'administration se conforme strictement à ces convictions, de même pour les employés, et ces derniers ne trouvent absolument rien à redire sur ce chapitre.

L'honorable M. CLORAN: Etrange, bien étrange...

L'honorable M. ROBERTSON: Peut-être, afin de bien montrer que je parle ici de choses que je connais, devrais-je ajouter que je suis vice-président d'une des organisations qui traitent au nom des employés avec l'administration de ce chemin de fer, et qui ont conclu avec celle-ci une entente au sujet des salaires.

L'honorable M. CLORAN: L'honorable sénateur veut-il dire qu'un homme qui entre aujourd'hui au service de l'Intercolonial signe avec ce chemin de fer un contrat dont il peut attendre une promotion? Est-ce bien là ce qu'il entend? Le point est important.

L'honorable M. ROBERTSON: J'entends dire que lorsqu'un homme entre au service de l'Intercolonial, son nom est immédiatement inscrit sur ce que l'on appelle le tableau d'ancienneté, ou "roster", et qu'il sera promu selon son ancienneté dans le service, pourvu qu'il ait la valeur et la compétence voulues. Tous nos contrats avec tous les chemins de fer du Canada reconnaissent expressément le droit qui revient à un employé du fait de son ancienneté.

L'honorable M. McSWEENEY: Vous constaterez, je pense, que cela n'affecte en rien les employés supérieurs, mais s'applique seulement aux membres des syndicats dont vous parlez: aux conducteurs, aux mécaniciens, et en général au personnel des trains.

L'honorable sir JAMES LOUGHEED: Ce sont précisément ceux-là qui atteignent aux plus hautes positions sur tous les chemins de fer.

L'honorable M. CLORAN: Parfois.

L'honorable M. McSWEENEY: Je crois avoir entendu déclarer hier soir que, dans l'espace de quelques mois, l'Intercolonial avait donné la préférence, sur les siens propres, à vingt et un employés venus des autres chemins de fer.

L'honorable M. DAVID: Ils ne peuvent pas tous être directeurs généraux.

L'hon. M. GEDEON ROBERTSON.

L'honorable M. McSWEENEY: Il y a d'autres bureaux que celui du directeur général.

L'honorable M. TANNER: L'honorable sénateur qui vient de parler se rappelle, je pense, les usages qui avaient cours sur l'Intercolonial avant 1911.

L'honorable M. CLORAN: Les maux du passé ne guérissent pas ceux du présent.

L'honorable M. CROSBY: Je soulève un point d'ordre. Je regrette qu'on n'ait point cru devoir soumettre cette question à la Chambre suivant les règles. Il incombe à quiconque soumet une question à la Chambre de le faire suivant les règles, et je regrette que mon honorable ami n'ait point fait précéder ses observations d'une motion, ce qui nous permettrait de les discuter. Tout ce débat jusqu'ici est hors d'ordre. Mon avis, monsieur l'Orateur, est que nous ne saurions trop prendre garde que cette Chambre soit jamais saisie d'une question que de la façon régulière. J'aimerais à discuter celle que voilà devant nous, mais je ne le puis, sachant qu'elle n'est pas dans les règles. Ce débat, je pense, a déjà trop duré.

Le PRESIDENT: Je dois signaler à mon honorable ami que notre honorable collègue (l'honorable M. Robertson) qui a le premier parlé sur ce sujet, avait préalablement demandé, pour ce faire, la permission de la Chambre, et qu'il l'avait obtenue.

L'honorable M. CLORAN: Il a parlé du consentement unanime de la Chambre.

L'honorable M. CROSBY: Je dois enregistrer ma dissidence à l'encontre de cette opinion. L'honorable sénateur (l'honorable M. Robertson) avait demandé...

Quelques honorables SENATEURS: A l'ordre!

L'honorable M. CLORAN: L'honorable sénateur ne peut être en dissidence avec le Président.

L'honorable M. CROSBY: Je ne suis point en dissidence avec le Président, mais je voudrais, si je le puis, prouver mon point. Notre honorable collègue (l'honorable M. Robertson) a demandé qu'il lui fût permis de faire une déclaration à titre privilégié, à titre personnel. Notre honorable collègue a parfaitement le droit de se faire entendre sur une question personnelle, mais non point sur des questions générales de chemins de fer. Tel est le point que je prétends soutenir. Je serais très heureux de pouvoir discuter ces questions, mais je ne le puis: il n'est personne d'entre nous qui